

ERNESTO HERRERA ★

AMÉRIQUE LATINE

# L'OMBRE PORTÉE DE LA COLOMBIE SUR LE CONTINENT

LA COLOMBIE EST SOUVENT ANALYSÉE COMME « UN CAS À PART » EN AMÉRIQUE LATINE. CERTES, LES AFFRONTLEMENTS À L'ŒUVRE ONT LEURS TRAITS PARTICULIERS. MAIS C'EST DANS LE CADRE BEAUCOUP PLUS LARGE DU « PLAN COLOMBIE » AINSI QUE DES RELATIONS ENTRE ÉTATS-UNIS, COLOMBIE ET BRÉSIL QU'IL FAUT DÉCRYPTER LE SENS D'ÉPISODES MILITAIRES ET POLITIQUES EN COURS ET LEURS PROLONGEMENTS CONTINENTAUX. (RÉD.)

Le sauvetage, le 2 juillet 2008, de la Franco-Colombienne Ingrid Betancourt et de 14 captifs (y compris trois mercenaires états-uniens) qui étaient détenus

\* Membre du Colectivo Militante (Uruguay) et de la rédaction de Construyendo, mensuel de la Coordinadora de Unidad Revolucionaria (<http://construyendo.nuevaradio.org/>). Il est correspondant de *La brèche* en Amérique latine et éditeur du bulletin solidaire d'information Correspondencia de Prensa-Agenda Radical: germain5@chasque.net.

[1] Le Plan Colombie (« plan pour la paix, la prospérité et le renforcement de l'Etat ») a été conclu entre les présidents Bill Clinton et Andrés Pastrana (Colombie) et approuvé par le Congrès des États-Unis en 1999. Le 13 juillet 1999, Clinton l'a sanctionné sous forme d'un « paquet d'aide ». Pour une étude de fond sur ce thème, deux ouvrages sont essentiels: *Plan Colombia. Ensayos Críticos*. Editeur Jairo Estrada Álvarez. Université Nationale de Colombie, Bogotá 2001 ; et *El Plan Colombia y la intensificación de la guerra. Aspectos globales y locales*. Textes réunis par Jairo Estrada Álvarez. Université Nationale de Colombie, Bogotá 2002.

par les Farc (Forces armées révolutionnaires de Colombie) constitue le plus grand triomphe politique du président Alvaro Uribe au cours de ses six ans de gouvernement. Il renforce également la stratégie contre-révolutionnaire de l'impérialisme nord-américain pour la région andine. Autrement dit, cette opération contribue à consolider le Plan Colombie [1] en tant que moyen de contrôle du territoire dans le but de faciliter les affaires des entreprises transnationales, tout en renforçant simultanément la pression sur les gouvernements « nationalistes radicaux » de Hugo Chavez et d'Evo Morales.

Présentée comme une « victoire de la souveraineté contre le terrorisme » par divers médias et analystes libéraux, la réussite de l'« Operacion Jaque » [Opération Echec] possède de même un prolongement sur la scène continentale : elle favorise l'offensive des élites dominantes et de leurs gouvernements afin d'assurer la soumission de la force de travail. Dans ce sens, les effets politiques de ce triomphe de la droite sont largement négatifs pour la

gauche et pour les mouvements sociaux qui résistent et se réorganisent dans le contexte d'un rapport de forces défavorable.

### UNE DÉROUTE IRRÉVERSIBLE DES FARC ?

L'« *Operacion Jaque* » a eu l'effet d'un coup de massue pour les Farc. Elle les a laissées sans leur principal atout dans la négociation politique (l'échange des personnes séquestrées contre des guérilleros emprisonnés). Elle a désorganisé encore davantage leur retraite militaire dans la jungle. Deux communiqués du secrétariat de l'état-major central des Farc (du 5 juillet et du 21 août) sont révélateurs : bien qu'ils maintiennent la proposition d'« *échange humanitaire* », ils n'exigent plus une zone de dégagement, ni leur reconnaissance en tant que force belligérante.

En relation avec les résolutions de leur huitième Conférence (réalisée en 1993, et la dernière à ce jour), les Farc avaient peu à peu accentué leur stratégie de « *pénétration territoriale* » et d'« *articulation organisationnelle entre le travail urbain et rural* » [2]. Par ailleurs, elles avaient décidé de créer une grande force militaire régulière, l'armée de guérilleros, et de créer des commandos spéciaux et des milices dans les principales villes, y compris Bogota, pour se rapprocher des mouvements populaires urbains, en particulier dans les quartiers périphériques.

Leur capacité militaire (autour des 16 000 combattants à ce moment) et les innombrables réussites de leurs actions contre les forces de sécurité de l'Etat (à Patascoy, Las Delicias, Puerres, El Billar, La Caparpa, Cerro Toldo, Miti, Miraflores, La Uribe) les avaient poussées à affirmer, à l'époque, que « *la guerre pouvait être gagnée* ». De fait, les Farc sont arrivées, en 1999, à la table de Caguan [3] en surestimant leur capacité militaire et leurs possibilités de se développer en tant qu'armée capable de mener des actions de grande envergure. Avec ces actions, les Farc ont obtenu une capacité à concentrer et à déconcentrer d'importants contingents de guérilleros comportant entre trois cents et quatre cents combattants. De toute manière, et vu avec le recul, « *ceci ne signifiait pas un saut qualitatif significatif dans leur capacité militaire, susceptible de*

*faire pencher stratégiquement les rapports de forces dans la confrontation* » [4].

Lorsque le processus de dialogue se déroulant à San Vicente del Caguan est arrivé à son terme, les Farc se sont à nouveau repliés dans les zones rurales. Les Etats-Unis et l'Union européenne ont inscrit la guérilla dans la liste des « *terroristes* », avec la complicité des gouvernements laquais du Mexique et du Canada. Les comités de solidarité se sont désarticulés et le robinet du financement extérieur s'est asséché. C'est ainsi qu'a commencé l'étape d'isolement et de persécution.

Selon Luis E. Celis, dans son étude datant de 2008 : « *A el Caguan on a enterré le projet de pouvoir des Farc. Ce sont elles-mêmes qui y ont contribué, avec chaque enlèvement, avec chaque véhicule volé qui était amené dans la zone, avec chaque école militaire, avec chaque incorporation de personnes dépourvues d'engagement et de formation, avec chaque kilo de coca traité, toujours avec l'objectif de se réarmer et d'améliorer leur logistique. Toutes ces actions les rapprochaient plus rapidement de leur affaiblissement [...]. Voilà ce qu'ont vécu les Farc durant ces derniers dix ans. Elles n'ont pas réussi à emporter de succès lors d'une négociation ni à augmenter leur potentiel militaire, mais se sont au contraire affaiblies en tant qu'organisation, recevant les coups les plus percutants de toute leur histoire.* » [5]

Sous le gouvernement d'Alvaro Uribe – élu en 2002 et réélu en 2006 – les Farc ont développé une stratégie de guerre sur deux axes. Le premier : le combat de leurs petites unités avec l'armée au plus profond des zones montagneuses et auprès des populations rurales très à la périphérie. Le second, l'utilisation de l'enlèvement politique (prise d'otage) en tant qu'arme de pression sur le gouvernement colombien et la « *communauté internationale* ». Après la libération d'Ingrid Betancourt et d'autres otages, la guérilla a perdu ce qu'elle considérait être un levier lui permettant de négocier. Il ne lui reste plus que les durs combats dans la jungle.

Actuellement la capacité militaire des Farc est brisée et les communications entre leurs commandements et leurs fronts sont pratiquement rompues. La mort de trois membres de leur Secrétariat (Raul Reyes, Ivan Rios, Manuel Marulanda) et l'assassinat, la capture et la reddition de plusieurs

des commandants de leurs principaux fronts militaires ont eu des effets politiques et moraux dévastateurs pour le mouvement insurgé. Bien que les Farc continuent d'être militairement actives dans certains départements (au sud du Meta et au nord du Cauca), ceci ne change pas la perception qui prédomine dans les centres urbains des zones centrales du pays que leur « *déroute est irréversible* ».

N'ayant pas obtenu la « *mise en activité des masses* » escomptée grâce à leurs deux bras politiques – le Parti communiste clandestin et le Mouvement bolivarien pour la Nouvelle Colombie – le processus d'isolement des Farc s'est accru. Leur tentative d'implantation dans les grands espaces urbains où se concentrent les problèmes socio-économiques structurels du pays – plus de 70 % de la population colombienne vit dans les villes – a échoué.

Eloignées des luttes et des revendications des mouvements populaires urbains et des syndicats ou confrontées aux autonomies revendiquées par les communautés noires et indigènes – et parfois en opposition par rapport à elles – les Farc ont graduellement perdu leur légitimité politique. Elles ont été discréditées auprès de la majorité de la population. Pendant ce temps, dans leurs zones d'influence, les Farc « *n'ont rien promu qui ressemble à une réforme agraire et leurs politiques s'apparentaient davantage à un nettoyage social et à l'élimination de voleurs de bétail et d'indésirables* » [6].

La guérilla des Farc est encore implantée dans la vieille Colombie rurale. Elle est encore imprégnée de « *l'imaginaire agraire* » lié à la base paysanne qui lui a donné naissance dans les années 1960, bien qu'ayant perdu depuis un certain temps la capacité de recrutement des années précédentes. Mais faute de parvenir à obtenir l'adhésion des couches sociales les plus exploitées, elle a fini par perdre la bataille du « *pour plus d'Etat contre l'Etat* ». Par ailleurs, le recrutement forcé d'enfants, les séquestrations à but d'extorsion de certains de leurs fronts guérilleros et les liens notoires avec des chefs locaux du narcotrafic pour assurer leur autofinancement ont entraîné un rejet populaire des méthodes des Farc. Sans oublier les effets négatifs qu'ont eus les cruels affrontements avec l'ELN (Ejercito de Liberacion Nacional - Armée de libération nationale)

## La guérilla des Farc est encore imprégnée de « l'imaginaire agraire » lié à la base paysanne qui lui a donné naissance dans les années 1960.

dans la zone d'Uraba ; ils ont dégénéré en une guerre sanglante entre les deux organisations de guérilla.

Cet isolement social a renforcé ce que Fidel Castro définissait comme le « *sectarisme hermétique* » des Farc. Ce trait caractéristique de leurs agissements a graduellement érodé les soutiens sociaux dont elles jouissaient et ont accéléré le processus de décomposition dans leurs rangs, facilitant ainsi la politique anti-insurrectionnelle du gouvernement Uribe.

Uribe et les classes dirigeantes colombiennes comptent avec le soutien des Etats-Unis et les énormes ressources financières et militaires du Plan Colombie. Ce Plan leur a procuré 6 milliards de dollars depuis l'année 2000, des armes, des avions, des systèmes d'espionnage à la pointe de la technologie, des bataillons spéciaux anti-guérilla et des mercenaires états-uniens et israéliens pour la couverture logistique, plus un flux d'armes en provenance de l'Afrique du Sud, d'Israël et de la France. Grâce à tout cela, Uribe et les classes dirigeantes colombiennes sont en mesure d'atteindre l'un de leurs objectifs politiques essentiels : détruire la principale force de guérilla du pays.

C'est la raison pour laquelle le discours que l'on vend autour de la paix est une pure hypocrisie. L'oligarchie colombienne et l'impérialisme veulent continuer la guerre jusqu'à l'écrasement de l'insurrection, et, dans la foulée, poursuivre la répression contre les mouvements populaires. C'est là un fait que les gouvernements, partis et personnalités du « *progressisme* » latino-américain ou les gouvernements de France, de Suisse et d'Espagne qui se proposaient (et continuent à se proposer) en tant que « *médiateurs* » et de « *facilitateurs* » en général semblent – ou font semblant – d'ignorer.

Avant la rupture stratégique en faveur de l'Etat et de ses forces répressives, et fondamentalement face à la perte de leur caractère de « *mouvement social armé* », les Farc se sont trouvées pour la première fois durant leurs 44 années d'existence face à un choix historique : maintenir comme viable leur stratégie politico-militaire de « *guerre populaire prolongée* », ou négocier la paix à des conditions qui ressemblent fort à une reddition. Jusqu'à maintenant, et fidèles à leur tradition historique, les Farc ont été – au-delà des constats politiques que nous avons indiqués – un exemple extraordinaire de « *résistance sur le long terme* » dans un contexte qui a pris, souvent, les traits d'une guerre civile. Il serait donc téméraire de parler d'une « *déroute irréversible* ». Mais les conditions nationales et régionales ne leur ont jamais été aussi défavorables.

### LE RÉGIME DE « SÉCURITÉ DÉMOCRATIQUE » : UNE MACHINE DE GUERRE

L'euphémisme de « *conflit armé* » utilisé par le gouvernement et les médias cherche à cacher la réalité d'une guerre de classes, d'exploitation et de répression, dans laquelle l'oligarchie et son Etat, l'impérialisme et les multinationales mènent une offensive politique, sociale et économique sanglante contre les masses laborieuses.

C'est à ce régime de terrorisme d'Etat déguisé en « *sécurité démocratique* », que se heurtent les syndicats, le mouvement paysan et les mouvements indigènes, les communautés noires, les étudiants, les organisations de droits humains et les organisations de femmes. Ce n'est donc pas un hasard si la majorité des victimes du terrorisme d'Etat et des massacres des paramilitaires sont des « combattants so-

37

[2] Juan Guillermo Ferro Medina et Graciela Uribe Ramón, *El orden de la guerra. Las Farc-EP: entre la organización y la política*. Centro Editorial Javeriano, Bogotá 2002. Une autre étude sur les phases de l'évolution historique des Farc est intitulée : « *Dos historias a contravía: las Farc y las AUC*. » Elle se trouve dans l'ouvrage édité par Fernán E. Gonzalez, Ingrid J. Bolivar et Teófilo Vázquez, *Violencia política en Colombia. De la nación fragmentada a la construcción del Estado*, CINEP, Bogotá, 2003.

[3] Le 7 janvier 1999 débute officiellement le « processus de dialogue ». Le gouvernement déclare « zone de décrispation » les cinq municipalités proposées par les Farc : San Vicente del Caguán, La Uribe, Mesetas, La Macarena, Vista Hermosa, et leur reconnaît un statut politique. Le territoire « libéré » s'étendait sur 40 000 kilomètres carrés du département de Caquetá. Après 44 mois de négociation, le 20 février 2002, le gouvernement déclare la rupture du dialogue et l'armée colombienne entre dans les cinq municipalités qui avaient été abandonnées quelques heures auparavant par les Farc.

[4] Luis E. Celis, *De Pastrana a Uribe. Diez años de enfrentamientos con las Farc*, Corporación Nuevo Arco Iris, Bogotá, 2008. Pour une analyse des négociations du Caguán et de leur contexte politique, voir l'ouvrage de León Valencia, *Adiós a la política, bienvenida la guerra. Secretos de un malogrado proceso de paz*, Intermedio Editores, Bogotá, 2002.

[5] Luis E. Celis, *ibidem*.

[6] Voir, *El orden de la guerra. Las Farc-EP: entre la organización y la política*, op. cit.

## *Selon des organisations humanitaires, le nombre de « déplacés intérieurs » s'élèverait à 4 millions.*

38

ciaux», des activistes des mouvements populaires et des militants des partis de la gauche légale.

Les chiffres sont terrifiants. Le 23 septembre 2008, quelque 400 organisations des droits humains ont présenté devant le Haut-Commissariat des Nations Unies la dénonciation suivante: plus de 13 600 Colombiens ont été assassinés, exécutés ou disparus durant les six ans du gouvernement d'Alvaro Uribe. La Commission de Juristes de Colombie signale à son tour qu'entre juillet 2002 et juin 2007, on a enregistré 12 547 victimes d'exécutions extrajudiciaires, d'homicides politiques et de disparitions forcées. Les auteurs sont connus pour ce qui a trait à 7183 de ces crimes. Ainsi les groupes paramilitaires sont responsables de 4174 actes criminels, l'armée et la police de 1900. Le Mouvement national des victimes des crimes d'Etat, pour sa part, compte que les paramilitaires et les forces de sécurité de l'Etat sont responsables d'au moins 15 000 disparitions; de 1700 indigènes massacrés et de 5000 militants des partis de gauche assassinés. La Centrale unitaire des travailleurs (CUT), pour sa part, dénonce le fait qu'au cours des six dernières années, plus de 2000 syndicalistes ont été assassinés. En 2007 seulement, les forces de sécurité ont commis au moins 330 « exécutions extrajudiciaires ». Les victimes de ces assassinats, surtout de paysans, ont souvent été présentées comme étant des « *guérilleros tombés au cours du combat* ».

Jusqu'en février 2008, selon les chiffres officiels, il y avait 2 millions et demi de « déplacés intérieurs ». Selon des sources des organisations humanitaires, ces derniers seraient au nombre de 4 millions, un chiffre qui n'a été dépassé qu'au Soudan. Le drame va au-delà du bannissement que subissent des millions de Colombiens, transformés en une nouvelle classe sociale qui survit dans des conditions encore plus critiques que les indigents urbains. « *Ils arrivent dans un nouveau lieu, traînant leurs corps fatigués, l'estomac vide, leur regard étourdi s'attarde sur des routes qu'ils n'avaient jamais vues auparavant. Ils n'ont rien ni personne [...]. Ils sont nombreux à ne savoir ni lire ni écrire, et leur vie devient*

*un cauchemar [...]. Ils souffrent de trois maladies pour lesquelles il n'existe pas de traitement: le bannissement, le déracinement et le fait d'avoir perdu tout leur entourage et affection.* » [7]

Ce dépouillement planifié a entre autres encouragé la concentration (par le vol direct) de plus de 6 millions d'hectares de terre entre les mains de grands propriétaires fonciers et de « *seigneurs de la guerre* » (narco-paramilitaires). Cela a ouvert la voie à un modèle de monoculture et d'exploitation agro-industrielle qui détruit non seulement la biodiversité, mais aussi des projets de production communautaires et des organisations sociales collectives de personnes d'origine africaine et indigène. La rapacité avec laquelle s'est effectuée cette spoliation massive permet de conclure qu'elle s'est faite dans une logique d'accumulation des terres, du pouvoir et du capital. Des millions d'hectares ont changé de mains sous la menace du fusil et suite à d'épouvantables massacres. Qui a profité de ce butin? « *Dans certains cas, ce sont des ONG liées aux paramilitaires qui ont gardé les terres; dans d'autres, ce sont des entrepreneurs bien connus; il existe également des clans politiques et des personnalités importants de la société locale.* »

En moins de dix ans, la carte rurale du pays a changé de manière substantielle. « *Des routes et des hameaux ont disparu. Beaucoup de régions campagnardes se sont vidées, les cordons de misère des villes se sont élargis et la prise en tenaille entre narcos et paramilitaires d'une part et la guérilla de l'autre a imposé une contre-réforme agraire sans précédent dans le pays.* » [8]

Dans cette guerre contre le mouvement populaire, les « *autodefensas* » ont joué un rôle décisif. Il s'agit de groupes paramilitaires qui sont aujourd'hui au bénéfice de la Loi de Justice et de Paix accordée par Uribe [9]. Le gouvernement prétend qu'il a ainsi obtenu la « *démobilisation* » de 30 000 paramilitaires. Néanmoins d'innombrables dénonciations ainsi que des articles dans la presse révèlent que ces groupes d'extrême droite ont tué plus de 500 personnes entre 2007 et septembre 2008, et que même s'ils adoptent des noms différents, ils conservant leurs méthodes criminelles: « *L'apparition de nouveaux*

*groupes, qui se font appeler les Aigles Noirs, les Power Rangers et l'Organisation Nouvelle Génération, confirme que le risque de recyclage est réel.* » [10] Plusieurs sources s'accordent sur le fait que le paramilitarisme n'a nullement été « *démantelé* », et déclarent qu'entre 9000 et 10 000 paramilitaires ont repris les armes ces dernières années. Les liaisons entre l'armée et les paramilitaires sont à nouveau au centre des dénonciations. Dans les quartiers pauvres de Bogota, Medellin, Monteria, Uraba et d'autres zones, les disparitions forcées de jeunes – qui sont ensuite tués – semblent obéir de plus en plus à une stratégie calculée à des fins criminelles promues par les forces armées, en pleine complicité avec les « nouvelles » bandes de narco-paramilitaires.

Jusqu'à ce jour, en 2008, 48 jeunes ont « disparu », pour finir assassinés. Ces faits extrêmement graves – décrits comme « *confus* » par la presse – donnent une image très claire de la violation permanente des droits humains dans le pays.

Les coups portés aux Farc – et la réduction de l'ELN à l'état de force secondaire – renforcent l'offensive capitaliste. Dans ce sens, la politique de « *sécurité démocratique* » d'Uribe, autrement dit la militarisation de la société, doit être comprise comme faisant partie intégrante de cette guerre de classes. Au cours des deux mandats d'Uribe, le budget militaire a fait un bond de 3% à 6,3% du PIB. Dans le cadre du Plan Patriota (la deuxième phase du Plan Colombie), les effectifs des forces militaires et policières ont passé à plus de 250 000. « *Globalement parlant, les dépenses militaires jointes au service de la dette externe ont absorbé le 49,1% du budget national en 2007, et ce chiffre sera encore supérieur en 2008.* » [11] Pour cette escalade guerrière, Uribe peut en outre compter sur la « *contribution patriotique* » du patronat qui verse un impôt supplémentaire de 2% pour financer la guerre. Il peut aussi s'appuyer sur le réseau politique et financier formé par les groupes mafieux du narcotraffic.

Dans ce contexte d'ordre contre-insurrectionnel, tous les mécanismes de contrôle social et de répression sont durcis, incitant la politique de « *sécurité démocratique* »

## LES INDIGÈNES INITIENT UNE MINGA

Depuis le 13 octobre, une grande partie des communautés indigènes (indiennes) de Colombie se mobilisent dans tout le pays. Selon Jorge Enrique Botero, correspondant au quotidien mexicain *La Jornada*, dans le seul Département du Cauca on comptait environ 20 000 manifestants. Dans la culture indigène gumbuana et paez – on relève quelque 60 « ethnies » indigènes en Colombie, totalisant plus de 1,3 million de personnes – la mobilisation a pour nom Minga. Cela signifie union, solidarité, rencontre, travail communautaire, réciprocité. Le porte-parole du Conseil régional indigène du Cauca (Cric) déclarait au correspondant de *La Jornada*: « Dans cette Minga participent quelque 50 000 indigènes de 18 départements qui exigent que le gouvernement applique les accords sur les terres, respecte les usages historiques, assure l'accès digne à la santé et à l'éducation et mette fin à la répression contre les communautés et leurs dirigeants. »

Entre le 17 septembre et le 12 octobre 2008, 17 indigènes ont été tués dans diverses régions du pays, la majorité par les militaires et les policiers, et cela à l'occasion d'occupations de terre et de divers actes de protestation. Selon l'Organisation nationale indigène de Colombie (Onic), de 2002 à 2007, 1240 indigènes ont été tués. En 2008, 66

assassinats ont déjà été enregistrés (*Revista Semana*, Bogota, 16 octobre 2008). Les derniers affrontements ont déjà fait de nombreux morts et blessés.

La principale revendication mise en avant par les communautés indigènes est celle de la reconnaissance de leurs droits sur leur territoire historique, droits remis systématiquement en question par les expropriations de grands latifundistes absentéistes et par les forces de répression. De plus, selon la revue *Semana*, les narco-trafiquants et groupes paramilitaires cherchent à cultiver la coca et à la transporter en utilisant des territoires où résident les indigènes.

Selon beaucoup d'analystes politiques, « la situation explosive dans diverses régions du pays est l'expression de chocs sociaux, résultat du modèle de développement impulsé par l'administration du président Uribe qui privilégie les dépenses militaires sur les dépenses sociales, qui stimule les privatisations et appuie les mégaprojets agricoles pour l'huile de palme africaine au détriment de la production d'aliments » (*La Jornada*, 18 octobre 2008). Les représentants des communautés indigènes soulignent que l'appui inconditionnel du gouvernement aux investissements privés l'a conduit à édicter des normes telles que le Statut du développement rural, la Loi sur les forêts, la Loi sur les

eaux et le Code minier, qui tous « favorisent les intérêts économiques et contribuent à s'approprier et appauvrir leurs territoires ». Selon l'Onic quelque 400 000 indigènes n'ont pas accès à la terre ; les « déplacements forcés » s'appliquent à 10,3 % de cette population, contre une moyenne dans le monde rural, déjà élevée, de 3,8 %. (*Revista Cambio*, Bogota, 22 octobre 2008)

Selon son habitude, le gouvernement accuse les manifestants d'être des terroristes et d'être manipulés par les Farc. Dans un discours radio-télévisé, le 15 octobre, le président Uribe a affirmé : « Ces manifestations sont manipulées par ceux qui veulent saboter le traité de libre-échange avec les Etats-Unis. » Les représentants des communautés indigènes dénoncent non seulement la répression, mais aussi la tactique des forces armées d'infiltrer les mobilisations pour laisser croire qu'elles utiliseraient des armes de guerre ou des explosifs.

A ces mobilisations s'ajoutent celles des travailleurs de diverses institutions publiques et la journée de grève générale du 24 octobre organisée par les travailleurs des plantations de canne à sucre, celle-ci dès le 21 octobre a été criminalisée par le gouvernement. Ordre contre rébellion, voilà le visage effectif de la Colombie. – Réd.

à viser directement le mouvement populaire, et en particulier les militants sociaux et les syndicalistes. Ceux-ci sont poursuivis et assassinés par les forces de sécurité étatiques et para-étatiques et par les sicaires patronaux de transnationales telles que Banacol, Proban, Uniban, Del Monte, Nestlé, Coca-Cola, Repsol, AngloGold Ashanti, Drummond, Chiquita Brands Inc, Dole.

Néanmoins, les résistances contre l'exploitation et la répression se manifestent de diverses manières. Par exemple dans la grève des « corteros » – coupeurs de canne à sucre – lancée le 15 septembre 2008. Plus de 10 000 travailleurs des plantations de cannes à sucre et des usines de transformation du Valle del Cauca, de Risalda et de Cauca, au sud-ouest du pays ont protesté contre leurs salaires de misère – ils perçoivent environ 180 dollars par mois. Ils se voient imposer des conditions

proches de l'esclavage par les entrepreneurs et le système de coopératives Trabajo Asociado. L'objectif de leur lutte était d'améliorer les conditions de travail (ils travaillent 14 heures par jour) et d'obtenir un contrat de travail, des services de santé et des prestations sociales. Autrement dit, ils demandent de pouvoir bénéficier des droits démocratiques les plus élémentaires.

### LULA : DES « FRONTIÈRES SÛRES » POUR DES AFFAIRES RENTABLES

La stratégie contre-révolutionnaire ne se limite évidemment pas à la Colombie. La « sécurité démocratique » d'Uribe, qui a débuté comme un laboratoire de contre-insurrection (qui ne peut être comparée qu'à la « sale guerre » au Guatemala durant les années 1970 et 1980, avec les conseils de militaires nord-américains,

[7] « ¿Qué le pasa al alma de un país de desterrados? », reportage spécial dans la revue *Semana*, Bogotá, 15.9.2008.

[8] « Los ganadores del despojo », reportage spécial dans la revue *Semana*, Bogotá, 15.9.2008.

[9] Après trois ans de négociations avec les groupes d'« autodéfense », le gouvernement a édicté en 2005 la Loi Justice et Paix. Cette dernière permet aux chefs du narco-paramilitarisme de bénéficier de réductions de peines et d'éviter l'extradition vers les Etats-Unis lorsqu'ils acceptent de « collaborer avec la justice » et d'accorder des « réparations économiques » à leurs victimes. Pour éviter les accusations de liens entre le régime de Uribe et le narco-paramilitarisme, une dizaine de chefs des groupes « d'autodéfense » ont été extradés aux Etats-Unis dans une opération conjointe du gouvernement colombien, du FBI et de la DEA (Drug Enforcement Administration).

[10] Gustavo Duncan, *Los señores de la guerra. De paramilitares, mafiosos y auto-defensas en Colombia*. Planeta, Bogotá 2006.

[11] Renán Vega Cantor, « Los costos económicos del guerrillismo uribista », in *Boletín Correspondencia de Prensa - Agenda Radical*, 17.8.2008.



israéliens et argentins), a commencé à être adoptée en tant que « *modèle* » à suivre. Cela tient essentiellement à deux raisons. D'abord parce qu'elle récupère pleinement le « *droit légitime de l'Etat* » à user du monopole de la violence contre toute tentative de la part des mouvements insurrectionnels de subvertir l'« *ordre institutionnel* ». Ensuite, parce qu'elle offre des garanties de « *stabilité* » aux régimes de pays voisins harcelés par la crise économique, le chômage, la pauvreté et la frustration sociale.

Divers gouvernements impérialistes, de Bush à Sarkozy, ont félicité Alvaro Uribe. C'est normal : il est un associé digne de confiance. Il vient d'ailleurs de gagner des points supplémentaires en signant finalement le Traité de libre commerce avec les Etats-Unis et en s'engageant à augmenter les relations économiques avec l'Union européenne. Plus grave est ce qui est advenu du camp « *progressiste* ». Ces « *progressistes* » ont également félicité Uribe, allant jusqu'à l'appeler – comme l'a fait le président vénézuélien – « *ami* » et « *frère* ». Or, cette condamnation par Chavez, Lula et Morales de la lutte armée est, de fait, un coup dur porté contre tout combat révolutionnaire.

Cette adaptation « *progressiste* » à la thèse de la « *gouvernabilité démocratique* » qu'imposent aussi bien la « *Carta Democratica* » de l'OEA (Organisations des Etats américains) que les normes de la « *communauté internationale* » entérine politiquement et juridiquement la criminalisation de la contestation et de la rébellion sociales. Autrement dit, elle se dresse contre le « *débordement de la légalité* » par ceux d'en bas et par tous ceux qui se rebellent avec des méthodes révolutionnaires. Ou, ce qui revient au même, elle prétend délégitimer toute initiative d'auto-organisation et d'auto-activité de la part des exploités, en obligeant les revendications à ne s'exprimer que dans les limites institutionnelles et des compétitions électorales. En ce qui concerne les « *rapports de travail* » (capital-travail), ceci implique l'acceptation de règles qui limitent l'antagonisme social (la lutte de classes) au jeu de la « *négociation tripartite* » du deux contre un : d'un côté l'Etat et le patronat et de l'autre les travailleurs. C'est la raison pour laquelle la « *récupération salariale* » (rattrapage sala-

rial) qu'obtiennent parfois les syndicats est toujours minée, de suite, par l'inflation.

Le fait de qualifier de « *terrorisme* » et de « *violence* » toute tentative insurrectionnelle, voire toute lutte de ceux qui sont condamnés à des salaires de misère, au chômage et à la précarisation, devient ainsi le discours dominant. D'où la « *tolérance zéro* » par rapport « *à ceux en état d'infraction* », que ce soit dans les usines ou à la campagne, dans les écoles et les universités, comme dans les favelas. Et tout particulièrement dans les « *zones rouges* » des grandes villes où se concentre la « *criminalité* » des plus pauvres. C'est ce qui se passe entre autres à Rio de Janeiro, à São Paulo, à Bogotá et dans la province de Buenos Aires, où l'action répressive des forces militaires et policières effectue une opération systématique de nettoyage social. Ceci s'accorde avec la « *nécessaire stabilité politique* » qu'exige un « *bon climat pour les affaires* ». C'est dans ce domaine que s'accroît la fonction de Lula en tant qu'acteur sous-impérial, garant de l'ordre capitaliste régional.

En apportant le poids « *géostratégique* » du Brésil, le gouvernement Lula joue son rôle de charnière entre les pays latino-américains et les Etats-Unis, ainsi que celui de leader de la « *stabilité* » en Amérique du Sud. Personne ne pouvait mieux expliquer cela que Samuel Pinheiro Guimarães, vice-chancelier brésilien et l'un des idéologues de Itamaraty (Affaires étrangères) : « *Les Etats-Unis sont et continueront à être le pays ayant la plus grande influence dans la région. Il y a davantage d'influence américaine dans chaque pays de la région que d'influence de n'importe quel pays de la région sur un autre. Il est clair que l'influence économique, sociale, culturelle, technologique, politique et militaire des Etats-Unis pèse davantage au Brésil que l'influence de n'importe quel pays andin, des Caraïbes ou du reste du continent. Le rapprochement croissant entre les pays sud-américains et l'élection de gouvernements de différentes nuances de gauche permettent un dialogue plus profitable et respectueux entre les pays de la région et de chacun d'entre eux avec les Etats-Unis, ainsi qu'une articulation sereine et digne en défense de nos intérêts.* » [12]

Après avoir signé avec Evo Morales la Déclaration de Riberalta (département du Beni en Bolivie), qui prévoit la construction d'une route de 580 kilomètres qui

reliera l'Amazonie avec l'Altiplano [13], Lula est arrivé, le 20 juillet 2008, en Colombie sur l'invitation d'Uribe pour commémorer le jour de l'indépendance nationale. Dans la ville de Leticia – en compagnie d'Alan Garcia, le président du Pérou, un partisan de l'ordre et de la répression contre les mineurs, les paysans indigènes – Lula a obtenu que la Colombie soit admise au Conseil de Sécurité de l'Union des nations sud-américaines (Unasur). Uribe avait refusé cette option lors du sommet de l'Unasur qui avait eu lieu en mai à Brasilia. [14] En échange, le président du Brésil a promis son « *soutien sans restriction* » dans la lutte contre les Farc [15].

Pour sa part, Uribe a imposé trois conditions décisives. La première, que les décisions du Conseil soient prises « *par consensus* ». La deuxième, que la déclaration de principe de l'organisme dénonce les « *groupes violents* ». La troisième, que l'on ne reconnaisse que « *les forces institutionnelles consacrées par la Constitution de chacun des pays signataires* ». Ainsi, le régime réactionnaire d'Uribe parvient à éviter toute reconnaissance de la guérilla colombienne en tant que force belligérante, tout en élevant la « *tolérance zéro* » à l'égard des mouvements rebelles au rang de doctrine, que ces derniers soient armés ou qu'il s'agisse d'une résistance civile.

Ils ont également signé neuf accords de coopération, dont celui qui prévoit la surveillance partagée des 1500 kilomètres de frontière amazonienne, ainsi que deux mémorandums qui, selon le nouveau chancelier colombien, Jorge Bermudez, envisage « *la coopération pour la lutte contre le trafic illégal d'armes, de munitions et d'explosifs* » et des « *échanges permanents d'information, de renseignements, y compris dans certains domaines de la science et de la technologie* » [16]. Il a juste omis de mentionner la coopération militaire ayant pour but d'affronter les Farc à la frontière. Sur la même lancée, ils ont signé des accords en matière de combustibles, d'environnement et de commerce.

Puis, ce fut le tour des entrepreneurs. Quelque 250 patrons des deux pays se sont réunis à l'occasion de la rencontre Brésil-Colombie Nuevas Fronteras de Negocios (Nouvelles frontières pour les affaires). A cette occasion, il est apparu clairement que l'un des thèmes les plus

## *Le gouvernement Lula joue son rôle de charnière entre les pays latino-américains et les Etats-Unis et celui de leader de la «stabilité» en Amérique du Sud.*

importants était l'exportation d'armes et la construction d'usines pour produire conjointement « du matériel de défense » à l'échelle des pays d'Amérique du Sud, pour lesquels, selon Uribe, « la Colombie représente un pays ayant des aspirations et du potentiel ». En un mot, quand les frontières sont sûres, les affaires sont rentables. En tout cas Lula a réaffirmé non seulement que le Brésil était une puissance industrielle et agricole, mais également une puissance sur le terrain militaire. Sous son gouvernement, l'entreprise Embraer (Empresa Brasileira de Aeronautica SA) a exporté en Colombie la première partie d'un lot de 25 avions de guerre Super Tucano. Certains de ces avions ont participé au bombardement, sur sol équatorien, du campement de Raul Reyes le 1<sup>er</sup> mars 2008.

La vocation « sécuritaire » du gouvernement Lula a de nouveau été confirmée le 7 septembre, lorsque le ministre (membre du cabinet exécutif de Lula depuis juin 2007) Roberto Mangabeira Unger, en présence des hauts commandements militaires, a annoncé « un ensemble de mesures, de projets et de propositions pour la défense, la protection et le développement de l'Amazonie ».

Les militaires brésiliens ont été extrêmement satisfaits, considérant qu'ils avaient remporté une victoire. Le président Lula leur donnait en effet carte blanche sur la question de l'Amazonie. « Ils ont obtenu la permission d'infiltrer, de surveiller et de réprimer les mouvements sociaux et indigènes en lutte contre la dévastation et l'occupation irrationnelle de l'Amazonie. Ils vont pouvoir dénoncer les ONG, emprisonnant et tirant sur les Brésiliens pauvres [...]. Bref, ils sont autorisés à assurer la « sécurité » des compagnies hydroélectriques [...]. Ils pourront également s'associer de manière subalterne aux

19 bases militaires des Etats-Unis autour de l'Amazonie pour assurer une continuité du Plan Colombie, qui vient finalement d'être internationalisé par le Brésil [...]. L'armée brésilienne se prépare à servir de garde forestier en faveur des intérêts étrangers et à poursuivre des guérilleros et des membres des mouvements sociaux qui s'organisent contre l'impérialisme et contre le bradage du pays », comme le décrit à propos le *Correio de la Cidadania* [17].

Autrement dit, ce Plan Amazonie concocté par les idéologues de la géopolitique sert à réactiver le rôle des forces armées brésiliennes en tant que « surveillants des frontières » afin de contrôler et réprimer la révolte des pauvres. Tout comme cela fut le cas à l'occasion de l'occupation d'Haïti ou de l'invasion des favelas de Rio de Janeiro.

### L'OFFENSIVE OLIGARCHIQUE-IMPÉRIALISTE

Cette nouvelle situation a bénéficié à la droite, que relève la tête dans plusieurs pays de la région (Argentine, Uruguay), consolide sa domination (Colombie, Pérou) ou adopte une politique ouvertement « golpiste » comme au Venezuela, où se succèdent aussi bien les conspirations patronales, de militaires, de médias anti-chavistes que les manipulations « humanitaires » du Human Rights Watch. Tous participent au jeu déstabilisateur du Département d'Etat des Etats-Unis.

C'est néanmoins en Bolivie que l'offensive oligarchique-impérialiste assume le caractère le plus ouvertement réactionnaire. Les classes dominantes locales, soutenues par l'administration Bush, ne tolèrent même pas le projet de « capitalisme andin-amazonien » du gouvernement indigéniste. C'est ainsi que les préfets des départements boliviens de la « demi-lune » (Santa

41

[12] Samuel Pinheiro Guimarães, « Una visión brasilera de América Latina » in *Valor Económico*, Sao Paulo, 14.7.2008.

[13] Le coût de l'ouvrage, de 230 millions de dollars, sera financé par un prêt du Brésil que la Bolivie devra rembourser dans 20 ans, à un taux annuel d'intérêt de 3%. L'objectif est d'accélérer le flux de marchandises entre les océans Pacifique et Atlantique, de manière à ce que la production agro-industrielle et industrielle du Brésil puisse circuler plus rapidement vers les marchés asiatiques, en utilisant les ports du sud du Pérou et du nord du Chili.

[14] Sur l'Union des nations sudaméricaines (Unasur) voir l'article d'Ernesto Herrera, « Unasur: un mandato de "injerencia democrática" ¿nace un nuevo gendarme regional », publiée sur le site *alencontre.org*.

[15] *Folha de Sao Paulo*, 18.7.2008.

[16] *Página/12*, Buenos Aires, 20.7.2008

[17] «La militarización de la Amazonia », in *Correio da Cidadania*, Sao Paulo, 25.08.08.



Cruz, Beni, Tarija et Pando, situés à l'est du pays et qui entourent les hauts plateaux, concentrent le 70 % du PIB bolivien) constituent la pointe de lance de la tentative contre-révolutionnaire de déstabiliser le gouvernement d'Evo Morales. Ils combinent « mobilisations populaires » et l'affrontement armé, allant jusqu'au massacre de travailleurs et de paysans, par exemple à El Porvenir, le 10 et 11 septembre, alors que des paysans se rendaient à Cobija, capitale du département de Pando. Cette offensive ultra-droite cherche d'une part à fracturer la consolidation politique des partisans d'Evo Morales après le référendum révocatoire du 10 août 2008, lorsque 67,41 % des Boliviens ont approuvé la non-révocation d'Evo Morales ; d'autre part elle veut obliger le gouvernement indigéniste à faire des concessions sur les exigences décisives de l'oligarchie en matière économique et d'autonomie, conjointement. L'objectif, à court terme, est celui de consolider des « accords au sommet », afin de marginaliser, tant que cela se peut, les « mouvements venus d'en bas ».

En rétablissant l'ordre capitaliste en Amérique du Sud, la droite se sent forte, et les classes dominantes locales et l'impérialisme reprennent l'offensive. Ils débarrassent la région andine des « dangers terroristes », règlent les comptes avec les « populismes » et créent un scénario sud-américain plus propice aux privatisations, à l'exploitation de la force de travail et, en fin de compte, à l'appropriation des biens communs.

Cette offensive de droite bénéficie aussi de la situation dans laquelle se trouvent les mouvements populaires après dix ans de gouvernements « progressistes » dans la région. Ces mouvements, qui ont été un facteur décisif pour l'ascension du gouvernement de Kirchner (Argentine), de Lula (Brésil), de Tabaré Vazquez (Uruguay), d'Evo Morales (Bolivie) et de Correa (Equateur) ainsi que pour la continuité de la « révolution bolivarienne » au Venezuela, sont divisés et en position de repli.

Cette division « et la difficulté à se mobiliser pour des objectifs communs augmentent les marges d'autonomie des gouvernements, leur permettant de poursuivre leurs politiques néolibérales. La seule différence est que maintenant le néolibéralisme se montre plus subtil, moins directement prédateur que dans la

période durant laquelle ont été effectués les privatisations sauvages et les premiers ajustements structurels. » [18] Alors qu'aujourd'hui : « avec la seule exception du Chili, où les mouvements connaissent une montée importante depuis que Michelle Bachelet a assumé la présidence, dans les autres pays gouvernés par des forces de la gauche ou progressistes ils oscillent entre l'appui inconditionnel aux gouvernements – dont ils reçoivent des bénéfices matériels – et l'affrontement plus ou moins ouvert, mais avec peu de capacité de mobilisation. » [19]

Les mouvements populaires face aux nouveaux gouvernements « sont confrontés au défi inédit de la mise en place par ces derniers de nouvelles formes de domination, dans lesquelles les plans sociaux successifs ne sont qu'un des multiples piliers du contrôle social » [20]. Autrement dit, où la cooptation, la division et la fragmentation jouent contre les processus d'auto-organisation et d'auto-activité des mouvements populaires.

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre l'offensive des classes dominantes et celle de l'impérialisme nord-américain qui, de manière accélérée, réorganise la stratégie d'intervention militaire dans son « périmètre de sécurité ». En d'autres mots : en défense des « intérêts vitaux », soit en défense des capitaux de ses entreprises multinationales qui, avec celles de l'Espagne, de la Hollande, de la Suisse et de l'Allemagne sont à la tête de la liste des investissements étrangers directs dans la région et avec un « retour sur investissement » qui est nettement remonté entre 2002 et 2007 [21].

#### LE RETOUR DE LA IV<sup>E</sup> FLOTTE

On le sait, la conduite des affaires exige de l'ordre et une vigilance sans faille dans l'arrière-cour. C'est sans doute la raison du déploiement de la IV<sup>e</sup> Flotte navale états-unienne dans les eaux d'Amérique latine et des Caraïbes. Créée en 1943 et désactivée en 1950, la IV<sup>e</sup> Flotte est sortie de son long repos pour patrouiller à nouveau la région et pour contrôler le littoral maritime dans l'Atlantique et le Pacifique. Depuis juillet, la IV<sup>e</sup> Flotte – une des six que le Pentagone a sous son commandement – a lâché les amarres de sa base de Mayport (Etat de Floride). Cette flotte « inoffensive », qui inclut le porte-avions nucléaire George Washington, est armée



jusqu'aux dents : sous-marins, frégates porteuses de missiles, des douzaines d'avions bombardiers F-14, ainsi que les forces d'élite SEAL (Sea, Air, Land), spécialisées pour les opérations « clandestines ». A la tête de ce groupe se trouve l'amiral Joseph Kerman. Il a joué un rôle remarqué au Vietnam, au Cambodge, au Laos, en Irak et en Afghanistan. Il s'agit donc d'un personnage ayant de l'expérience dans les « opérations spéciales » contre le « terrorisme » et dans les combats « non conventionnels ». Selon l'amiral James Stavridis, du Commandement Sud et responsable des activités militaires des États-Unis en Amérique latine, Kerman est « l'homme de la situation pour affronter les défis dans la région » [22].

Pour parer à toute éventualité, la IV<sup>e</sup> Flotte peut compter sur une plate-forme aérienne dans l'île de Aruba (en face de la Colombie et du Venezuela), d'où, selon plusieurs sources, auraient été déployés les hélicoptères qui ont participé au bombardement du camp des Farc dans le territoire équatorien en mars de cette année [23].

Lorsque Juan Gabriel Tokatlian, le spécialiste en relations internationales, analyse un rapport du Commandement Sud (US Southern Command) qui expose la stratégie militaire des États-Unis pour la région, il n'a aucun doute sur la portée de cette stratégie. Il affirme que la réactivation de la IV<sup>e</sup> Flotte constitue « le plan stratégique le plus ambitieux qui ait été conçu depuis des années par une agence officielle états-unienne pour la région [...] ». Le Commandement Sud annonce son rôle et ses projets dans la région pour les dix ans à venir, comme le ferait un proconsul continental. »

Et il ajoute : « D'une part, Washington a réussi à enraciner en Amérique latine, avec des niveaux d'acceptation qui diffèrent selon les pays, l'idée omniprésente qu'il existe de « nouvelles menaces », une prolifération de toutes sortes de dangers : le terrorisme global, le crime organisé transnational et le narcotrafic mondial qui opèrent dans des « espaces vides » où l'État est parti en fumée ou est en voie de disparition [...]. Le Pentagone insiste sur le fait que ces menaces exigent qu'on laisse de côté la division entre la sécurité intérieure et la défense extérieure, et que, par conséquent, les tâches policières des corps de sécurité doivent s'entrecroiser et se mêler, effaçant les frontières entre tâches policières et militaires [...]. D'autre part, l'Amérique latine a accepté, même si c'est de manière partielle et

contradictoire, la thèse de la coalition de bonnes volontés. » [24]

Cette « coalition of the willing » (« coalition de bonnes volontés ») a déjà eu des conséquences concrètes. Tout d'abord, la participation militaire du Salvador, du Honduras, du Nicaragua et de la République Dominicaine, plus le soutien de la Colombie et du Costa Rica, à l'invasion de l'Irak en 2003. Ensuite, le fait que des milliers de militaires de douze gouvernements latino-américains intègrent la mission policière-militaire de l'ONU et de l'OEA qui occupe Haïti depuis 2004, sous le commandement des généraux de Lula.

En se référant au retour de la IV<sup>e</sup> Flotte, le commandant en chef de la Marine du Brésil, l'Amiral Julio Soares de Moura, a affirmé qu'« il n'y a pas de motif d'être préoccupé », car il s'agissait juste d'un « acte administratif » [25]. C'est du cynisme à l'état le plus pur, car tout le monde « aussi bien à Washington qu'au Pentagone » sait que « la Navy a récemment acquis davantage d'importance que les armées de terre et de l'air » [26]. Enfin, et comme pour sauver les apparences, le Parlasur (Parlement du Mercosur, sis en Uruguay) s'est également prononcé sur le sujet. Le 29 juillet 2008, il a émis un « énergique » refus à la présence de la IV<sup>e</sup> Flotte, réaffirmant sa vocation bien connue de vouloir trouver « une issue négociée aux conflits », dans une région sud-américaine qui est « pacifique et démocratique » [27]. Cette déclaration est aussi pathétique que fausse, car il ne s'agit rien de moins que d'une des régions les plus exploitées, pleines d'inégalités, antidémocratiques et violentes du monde. (Montevideo, 28 septembre 2008) \*

[18] Raul Zibechi, le chapitre intitulé « El arte de gobernar los movimientos », dans *Territorios en resistencia. Cartografía política de las periferias urbanas latinoamericanas*, Lavaca Editora, Buenos Aires, 2008.

[19] Raúl Zibechi, le chapitre « Gobiernos y movimientos: entre la autonomía y las nuevas formas de dominación », op. cité.

[20] Ibidem.

[21] Voir *World Investment Report. Transnational Corporations and the Infrastructure Challenge*, UNCTAD, 2008, graphique II.19, p. 60

[22] Cité par Sergio Dávila, « Bajo polémica los EEUU reactivan su IV Flota » in *Folha de Sao Paulo*, 13.7.2008.

[23] José Steinsleger, « Cuarta Flota: garrote naval » in *La Jornada*, México, 24 septembre 2008.

[24] Juan Gabriel Tokatlian, « El militarismo estadounidense en América del Sur. La configuración de un problema », in *Le Monde diplomatique*, édition pour le Cono Sur, Buenos Aires, juin 2008.

[25] Déclarations faites dans *Folha de Sao Paulo*, 13 juillet 2008.

[26] Arno J. Mayer, « Más allá de las elecciones presidenciales de noviembre. Permanencia del imperio americano », in *Le Monde diplomatique*, édition pour le Cono Sur, Buenos Aires, septembre 2008.

[27] Déclaration du Parlasur, Montevideo, 29-7-08.